



Rapport Annuel 2014

www.aetech.com

Table des matières

1.	A nos actionnaires	3
2.	Conjoncture économique	6
2.1	Conjoncture internationale	7
2.2	Conjoncture Nationale	8
3.	Aperçu sur le secteur de la communication en Tunisie	10
3.1	Internet	11
3.2	Téléphonie	13
3.3	Perspectives	14
4.	Activité et résultat de la société	15
4.1	Chiffre d'affaires	16
4.2	Marge brute	17
4.3	Résultats	18
4.4	Evolution de l'activité de la société 2010 – 2014	18
4.5	Evolution prévisible et perspectives d'avenir	19
4.6	Activité en matière de recherche et développement	19
4.7	Les changements des méthodes d'élaboration et de présentation des états financiers	19
5.	Activité de participation	20
6.	Gouvernance	22
6.1	Actionnariat	23
6.2	Organes d'administration et de direction	23
6.3	Règles applicables à la nomination et remplacement des membres du Conseil d'Administration	23
6.4	Fonctions des membres du Conseil d'administration	24
6.5	Rôles des comités spéciaux	24
6.6	Affectation des résultats	25
6.7	Contrôle des comptes	26
7.	Politique de Ressources humaines	27
6.7	Ressources humaines	28
6.8	Effectif	28
6.9	Politique d'intéressement	28
6.10	Politique de formation	29
8.	Titre en Bourse	30



A NOS
ACTIONNAIRES



Chers actionnaires,

Nous nous retrouvons aujourd'hui dans la troisième assemblée générale ordinaire depuis l'introduction de votre société en Bourse. A cette occasion, je tiens à vous présenter un résumé des principaux efforts déployés durant l'année 2014, à vous informer de nos objectifs pour 2015 et à aborder certains points inscrits à l'ordre du jour.

L'année 2014 a été une année importante de progrès et de transformations pour renforcer notre société et l'adapter à un monde qui change rapidement. Alors que l'année a été très difficile pour l'économie nationale, avec de nombreux défis à relever, nous avons continué à mettre en œuvre notre politique qui vise à compléter notre portefeuille de marques et à préparer la société pour les avancées digitales de l'avenir.

Le marché tunisien des systèmes de communications et informatiques continue sa transformation. Après trois années d'absence d'investissements de l'Etat, les premiers signes d'une probable reprise ont été constatés vers la fin de l'année, en attendant leur concrétisation. En l'absence de telles avancées, le secteur privée serait toujours en manque de carburant et ne pourra pas avancer avec un déficit important d'infrastructures. Nous sommes confiants que certains grands projets en suspens seraient lancés au cours de l'année, notamment celui de la 4G. Cela devrait constituer une opportunité pour l'ensemble des sociétés qui opèrent dans le secteur, dont AeTECH. Bien armé par des compétences formées et par un savoir-faire historique, AeTECH compte affronter une forte concurrence qui a eu un impact négatif sur ses marges depuis deux années.

En attendant que ces avancées soient mises en œuvre, votre société est parvenue à limiter les effets de la conjoncture avec une hausse des revenus aussi bien de la branche Solutions que de la division Distribution. Nous avons pu livrer quelques projets informatiques importants qui ont boosté nos chiffres, sans oublier la consolidation de la Distribution qui continue à donner des performances satisfaisantes.

Fidèles à notre trajectoire de défricheur en haute technologie, nous exploitons toutes les opportunités offertes pour augmenter notre volume d'affaires à travers des affaires rentables. AeTECH a toujours entrepris une démarche éthique, responsable et exemplaire vis-à-vis de ses concurrents, et a toujours refusé d'entrer dans une guerre de prix qui peut donner des résultats positifs à court terme, mais elle ne peut être que destructrice de valeur sur le long terme. Nous tenons à une gouvernance exigeante, source de

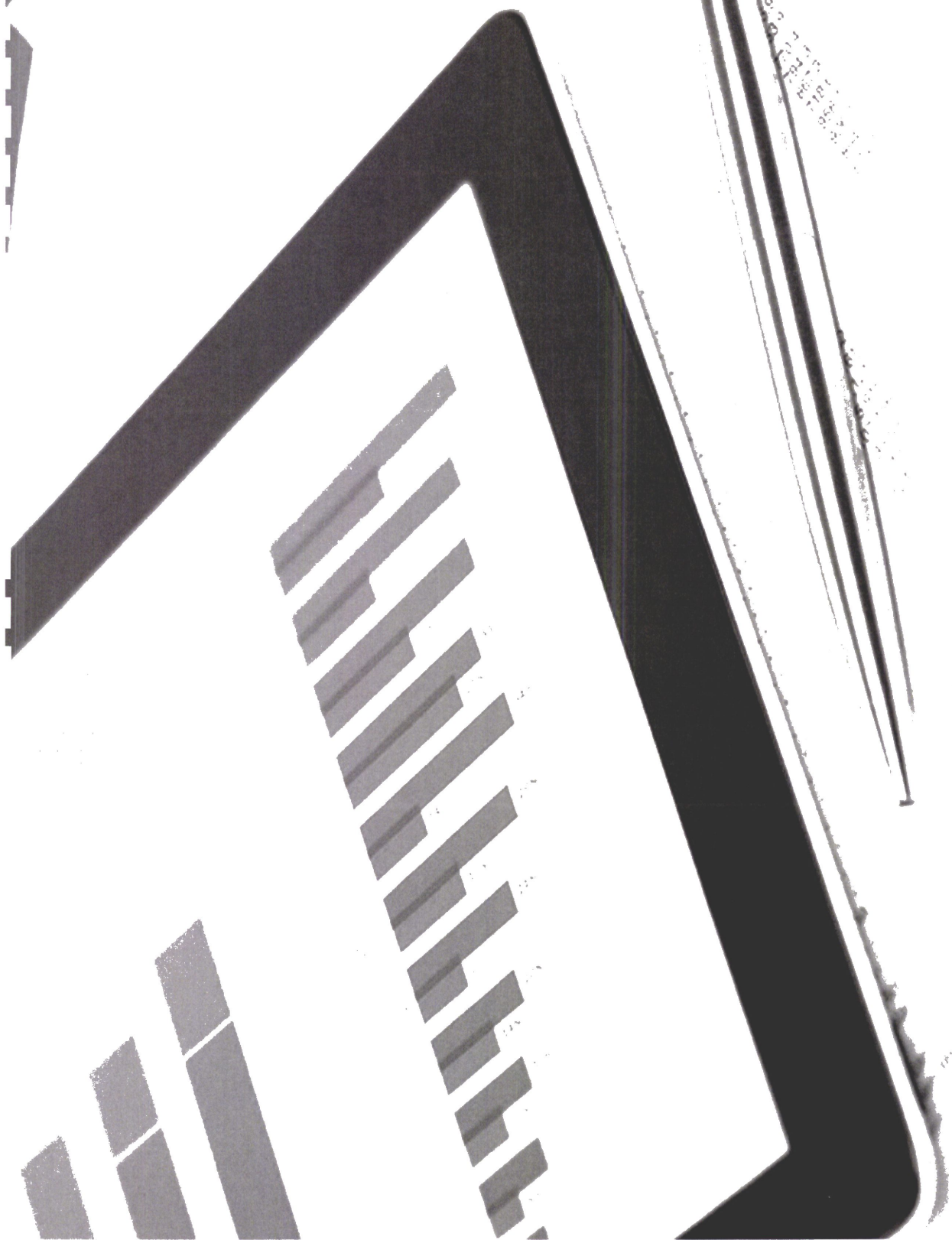
valeur pour l'entreprise La qualité de la gouvernance de votre société repose sur un Conseil d'Administration ouvert et engagé avec des administrateurs actifs et très impliqués

Pour l'exercice 2015, nous visions un objectif de croissance de notre chiffre d'affaires en ligne avec notre business plan. Déjà, l'année a bien démarré avec une hausse de 78,7% de nos revenus au premier trimestre 2015, représentant ainsi 36% du chiffre d'affaires budgétisé. Dans tout cela, nous gardons un œil sur le cours du titre qui, à notre sens, ne traduit pas la vraie valeur de votre société. Nous notons, avec fierté, la fidélité de nos actionnaires à qui nous accompagnent depuis l'introduction d'Aletsch sur le Place de Tunis. Nous sommes très attachés à la relation qui nous unit et nous la voulons toujours plus étroite.

Enfin, nous tenons à remercier nos actionnaires et nos clients pour la confiance qu'ils accordent à AeTECH, et tout particulièrement aussi à nos collaborateurs et employés pour leur contribution au succès de nos activités. Nous sommes très heureux de continuer cette superbe aventure.

Zoubeir CHAIEB

CONJONCTURE ECONOMIQUE



2.1 Conjoncture internationale

En 2014, la croissance mondiale s'est établie à 3,4 %, sous l'effet d'une accélération de la croissance dans les pays développés et d'un ralentissement dans les pays émergents et les pays en développement. Aux États-Unis, la croissance a été plus vigoureuse que prévu, atteignant en moyenne environ 4,0 % en taux annualisé au cours des trois derniers trimestres de 2014. La consommation, principal moteur de la croissance, a profité du rythme soutenu de la création d'emplois et de la croissance des revenus, de la baisse des prix du pétrole et du regain de confiance des consommateurs.

Au Japon, après un second semestre morose, la croissance en 2014 a été quasi nulle, du fait de la faiblesse de la consommation et de l'effondrement de l'investissement résidentiel.

Dans la zone euro, l'activité a été plus faible que prévu au milieu de 2014, mais a semblé se redresser au quatrième trimestre de 2014, la consommation étant soutenue par la baisse des prix du pétrole et l'augmentation des exportations nettes.

Bien que l'activité ait été plus ou moins conforme aux prévisions, la croissance de l'investissement en Chine a ralenti au second semestre de 2014, sous l'effet d'une correction dans le secteur de l'immobilier, et les indicateurs à haute fréquence font état d'un nouveau ralentissement.

En Amérique Latine, la croissance au second semestre de 2014 a été modeste : l'activité au Brésil a été languissante, la croissance a été plus faible que prévu au Mexique et les autres pays de la région ont marqué le pas.

En Russie, les résultats ont été un peu meilleurs que prévu au deuxième semestre de 2014, mais la montée des tensions géopolitiques, la baisse de la confiance et les répercussions de la baisse des prix du pétrole font apparaître une dégradation plus marquée des perspectives dans l'ensemble de la Communauté des États indépendants (CEI) au début de l'année.

Globalement, la croissance économique Mondiale reste guidée par deux facteurs importants :

- Les séquelles de la crise financière et de la crise dans la zone euro qui restent visibles dans beaucoup de pays. À des degrés divers, la fragilité des banques et l'endettement élevé (du secteur public, des entreprises ou des ménages) continuent de peser sur les dépenses et la croissance. La faiblesse de la croissance ralentit le désendettement,
- La croissance de la production potentielle a fléchi. La croissance potentielle dans les pays développés diminuait déjà avant la crise. Le vieillissement de la population, conjugué à un ralentissement de la productivité totale, contribue à ce fléchissement.

En plus de ces deux forces fondamentales, la situation actuelle est dominée par deux facteurs qui ont des implications majeures pour la distribution du revenu, à savoir la baisse du prix du pétrole et les fortes variations des taux de change.

La forte baisse du prix du pétrole a été surprenante. Beaucoup d'explications ont été offertes rétrospectivement, dont les plus convaincantes mettent l'accent sur la hausse constante de l'offre de sources non conventionnelles, conjuguée à un changement de stratégie de la part de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. La plupart de ces explications donnent à penser que la baisse des prix s'inscrira probablement dans la durée. Les baisses des prix ont conduit à une réaffectation considérable du revenu réel des pays exportateurs de pétrole vers les pays importateurs. Il ressort de données préliminaires que, dans les pays importateurs de pétrole — États-Unis, Zone Euro, Chine, Inde —, l'augmentation du revenu réel entraîne une

hausse des dépenses. Les pays exportateurs de pétrole ont réduit leurs dépenses, mais dans une mesure moindre : beaucoup de ces pays disposent de réserves financières considérables et sont en mesure de réduire leurs dépenses lentement.

Les variations des taux de change ont été exceptionnellement marquées. Parmi les monnaies principales, le dollar s'est apprécié sensiblement, et l'euro et le yen se sont dépréciés considérablement. Ces variations reflètent manifestement des différences majeures sur le plan de la politique monétaire : les États-Unis devraient s'affranchir de la borne du zéro cette année, alors que la zone euro et le Japon n'ont aucune perspective à cet égard.

La croissance mondiale devrait s'accélérer légèrement au-delà de 2016, grâce à une reprise de la croissance dans les pays émergents et les pays en développement qui compenserait une croissance plus modeste dans les pays développés. Cette reprise repose principalement sur l'hypothèse d'un retour progressif à des taux de croissance plus normaux dans les pays et les régions qui sont en difficulté ou qui ont connu une croissance bien en deçà du potentiel en 2015-16 (tels que la Russie, le Brésil, le reste de l'Amérique latine et certaines parties du Moyen-Orient). D'autre part, les pays développés devraient connaître une croissance plus modeste à compter de 2017, en raison du rétrécissement progressif des écarts de production, en particulier aux États-Unis et dans la Zone Euro, ainsi que des effets de l'évolution démographique sur l'offre de main-d'œuvre et donc la production potentielle.

2.2 Conjoncture Nationale

Le taux de croissance en 2014 s'est établi à 2,3% contre 2,4% un an plus tôt. Par ailleurs, et en dépit du ralentissement du rythme de la croissance économique durant l'année écoulée, le taux de chômage a connu une légère baisse au cours du dernier trimestre de 2014 pour se situer à 15% contre 15,1% durant le trimestre précédent et 15,3% une année auparavant.

Par secteur, l'agriculture et pêche a été caractérisé par une récolte exceptionnelle d'huile d'olive (280 mille tonnes contre 70 mille la saison écoulée), ce qui a permis de redresser la balance alimentaire. S'agissant des grandes cultures, les superficies emblavées en céréales au titre de la campagne agricole 2014-2015, ont atteint 1 164 000 hectares dont 82 500 en irrigué contre, respectivement, 1 244 000 et 84 000 hectares réalisées la campagne précédente.

En industrie, une contraction de la production dans les industries non manufacturières et ce, malgré la hausse des quantités produites dans les industries manufacturières. Le ralentissement de la production des industries manufacturières est dû, surtout, à la baisse de la production des principales branches notamment les industries mécaniques et électriques, les industries chimiques et les industries de matériaux de construction, de la céramique et verre. Pour sa part, la baisse de la production des industries non manufacturières est attribuable à la forte diminution de la production minière suite au fléchissement de la production de phosphates sous l'effet des grèves dans le bassin minier, conjuguée au repli de la production énergétique.

Les principaux indicateurs du secteur touristique ont suivi une évolution baissière depuis la fin de l'année suite à la dégradation des conditions sécuritaires dans le pays. Le nombre de nuitées globales s'est établie à 29 107 29 nuitées, soit une baisse de 3% par rapport à 2013. Les arrivées aux frontières se sont rétractées de 3,2% à 6 068 593. Néanmoins, les recettes se sont inscrites en hausse de 10,7% à 3,575 MdsTND.

Concernant le secteur extérieur, les tensions provenant de l'élargissement du déficit courant qui s'est élevé à 6,832 Mds TND ou l'équivalent de 8,3% du PIB persistent. Cette évolution est imputable, principalement, à l'aggravation du déficit commercial qui a dépassé 12,5 MdsTND. Malgré ces évolutions, l'indicateur relatif aux avoirs nets en devises demeure positif, atteignant le niveau de 13,014 Mds TND ou l'équivalent de 112 jours

d'importation contre 107 jours à la même date de l'année dernière, et ce, grâce surtout à la progression soutenue des flux nets d'entrées de capitaux étrangers qui ont dépassé 8,200 MdsTND

S'agissant de l'évolution des prix, une tendance positive a été observée ce qui a porté le taux d'inflation à 5,2% en glissement annuel

LOADING 100%

MEDIA

WORLD

- EUROPE
- AMERICA
- ASIA
- AFRICA

SHOW BUSINESS

- NETWORK
- MUSIC
- CINEMA
- BUSINESS/FINANCE
- WORLD NEWS

CULTURE

- ECONOMIC
- FINANCE
- BUSINESS
- MEDIA
- PEOPLE

TUTORIALS

INVESTMENT

NETWORKING

WORLD

APERÇU SUR LE SECTEUR DE LA COMMUNICATION EN TUNISIE

Le secteur des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication -NTIC-, dans lequel opère AeTECH, est l'un des domaines les plus dynamiques en Tunisie. Le pays a pu développer, au cours des deux dernières décennies, une infrastructure de bonne qualité. Ainsi, le réseau de télécommunication a été doté de commutateurs multifonctions à haut débit, et des passerelles internationales de liaisons sous-marines et spatiales numériques. Le secteur des TIC a, toujours, enregistré une progression notable au niveau de la valeur ajoutée de 10,1% en 2013. Le secteur continue à être parmi les rares à avoir un taux de couverture des importations par les exportations supérieur à 100%. La part du secteur dans le PIB nominal s'est améliorée, atteignant 5,1%. D'ailleurs, les filières des technologies de l'information et de la communication ont connu une progression importante du nombre d'étudiants inscrits, qui s'est situé à plus de 50 000 au cours de l'année universitaire 2012-2013.

Néanmoins, et depuis la révolution, une régression des investissements publics a été constaté en raison de l'orientation de la majorité du budget vers les dépenses courantes. En témoignage de ce repli et selon les chiffres du rapport « **The Global Information Technology Report 2014** », publié par le Forum Economique de Davos sur les Technologies de la Communication, la Tunisie occupe toujours la première place en Afrique du Nord, mais elle est passé de la 39^{ème} place en 2010 à la 87^{ème} place en 2013 sur à l'échelle internationale.

3.1 Internet

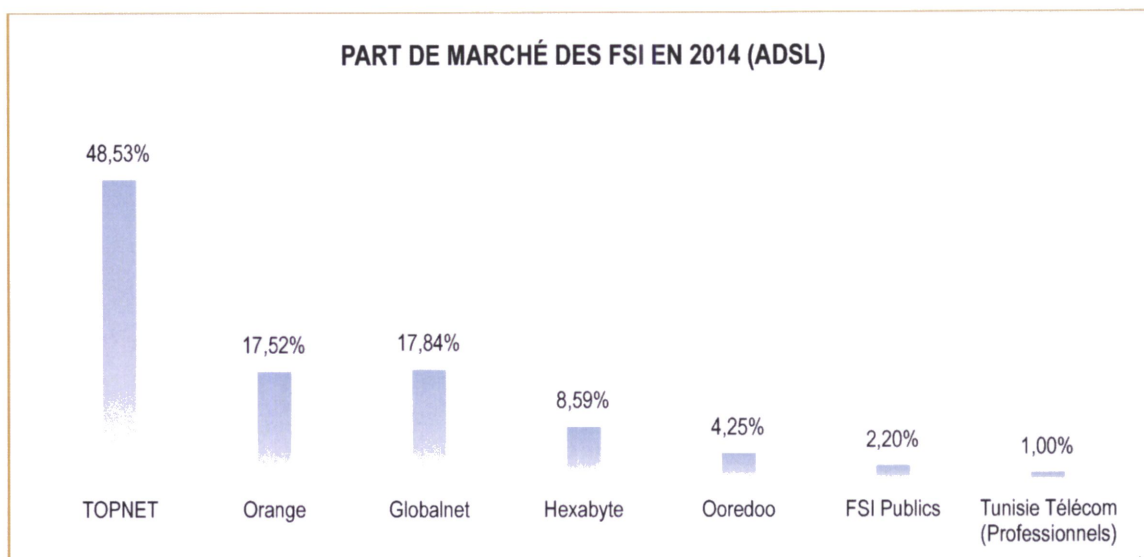
Gb/s fin 2014. Le nombre d'abonnés Internet a atteint, fin 2014, 5 805 804 abonnés contre 1 402 268 fin 2012.

Mode de connexion	Nombre d'abonnés
Offre Data 3G	4 121 259
Clé 3G & SIM Data	1 165 728
ADSL	481 351
Autres Technologies	37 466

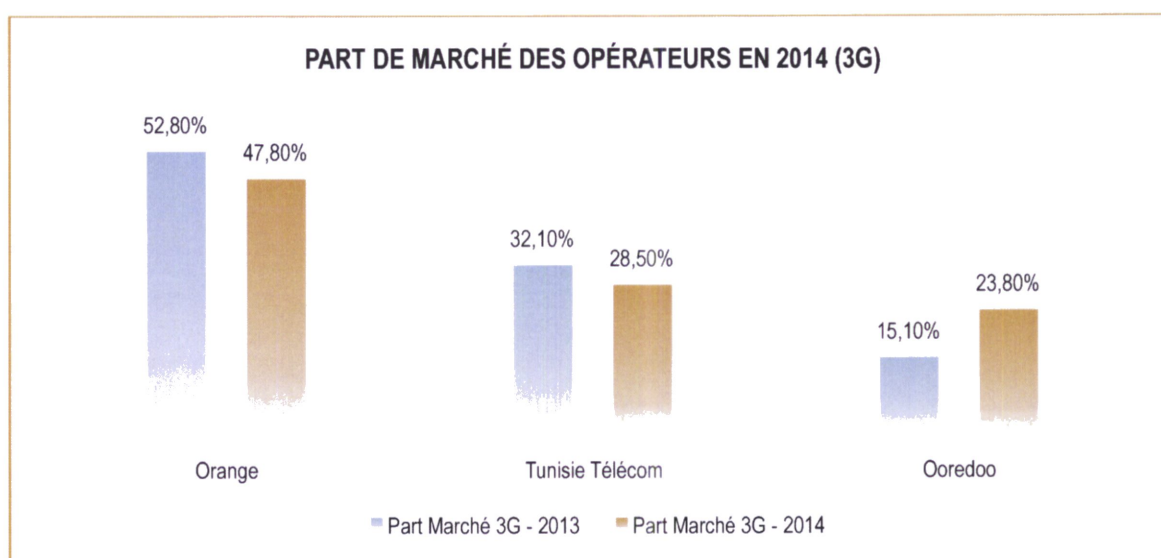
Source : Instance Nationales des Télécommunications

Le parc Data fixe représente 8,9% du parc Data mobile. En effet, on assiste à une tendance massive à s'abonner à la Data mobile beaucoup plus qu'à la Data fixe, voir même une substituabilité de cette dernière par celle mobile.

Le marché reste très concurrentiel, avec la dominance de TOPNET (appartenant à l'opérateur Tunisie Télécom) au niveau des abonnements ADSL et celle d'Orange au niveau de la connexion à travers le 3G. Le taux de pénétration de la population pour la Data fixe résidentielle enregistré fin décembre 2014 s'est inscrit en baisse passant de 18,1% fin 2013 à 16,8% une année plus tard. Cette stagnation traduit la faible augmentation des abonnements ADSL durant cette période.



Source : Instance Nationales des Télécommunications



Source : Instance Nationales des Télécommunications

L'entrée de la 3G a dopé les chiffres puisque la plus grande croissance a été enregistrée par ce mode d'accès à internet avec un 4 121 259 internaute fin 2014, soit 70,9% du parc total des abonnements. Ce type d'accès à internet a permis de contourner les difficultés liées aux coûts d'acquisition des micro-ordinateurs et d'abonnements à l'ADSL, et l'inadéquation des offres Internet à une large tranche de la population.

Le nombre d'abonnés aux clés 3G a significativement progressé depuis pour s'établir à 1 165 728 fin 2014 contre 855 760 fin 2013.

Nombre d'abonnés	
Orange	557 064
Tunisie Télécom	331 732
Ooredoo	276 932

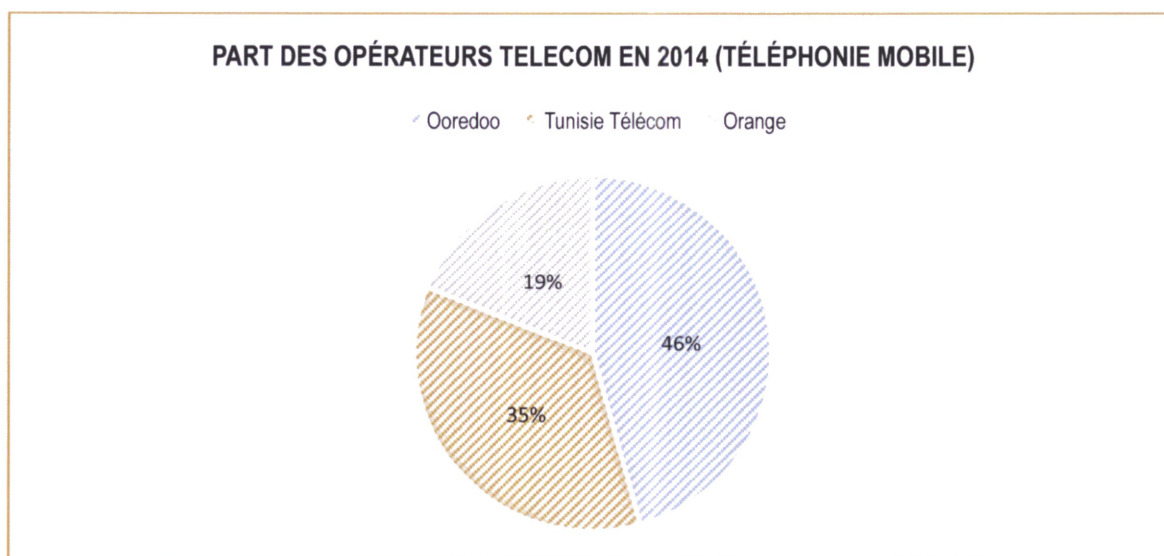
Source : Instance Nationales des Télécommunications

Après ces évolutions, le taux de pénétration s'est rapproché de celui observé dans des pays à PIB comparable. Ce taux reste porté par celui de la data Mobile qui ne cesse de progresser, passant de 32,9% fin décembre 2013 à 47,7% une année plus tard. Ce taux est appelé à évoluer davantage durant les prochaines années.

3.2 Téléphonie

La couverture de la Tunisie par le réseau de téléphonie mobile continue à augmenter avec un nouveau record en 2014 avec 14 283 633 lignes téléphoniques. La densité, par 100 habitants, a dépassé le seuil de 100% depuis 2009, pour s'établir à 129,0% fin 2014. Ceci étant, cet indicateur ne représente pas réellement la pénétration de la population vu qu'une bonne partie des abonnés mobiles disposent de plus d'une SIM (double SIM ou triple SIM ou voire même plus).

Par opérateur, Ooredoo conserve encore la plus grande part du marché de la téléphonie mobile avec 45,7%, mais en perdant 7% en parts de marché sur une année. En outre, l'opérateur historique, Tunisie Télécom a réussi à gagner 1,1% en parts de marché, ce qui lui a permis de se rapprocher davantage d'Ooredoo en réduisant son écart avec ce dernier à un peu plus de 10%. Quant au dernier entrant sur le marché, Orange Tunisie, elle a gagné 6% de parts de marché en 2014.



La tendance baissière du parc d'abonnements de la téléphonie fixe s'est poursuivie en 2014. Le nombre d'abonnés est passé de 1 021 979 fin 2013 à 949 395 une année plus tard.

Le marché reste dominé par l'opérateur Tunisie Télécom qui s'accapare 92,9% du marché en décembre 2014 (contre 94% en 2013). Orange et Ooredoo commencent à concurrencer sérieusement l'opérateur historique grâce à des offres combinés (fixe, mobile et internet) pour augmenter leurs parts de marché.

	2012	2013
Tunisie Télécom	960 842	881 909
Orange	61 077	59 293
Ooredoo	60	8 193

Source : Instance Nationales des Télécommunications

3.3 Perspectives

Malgré le contexte de crise, la Tunisie demeure attractive pour les investisseurs en secteur TIC. Véritable catalyseur de sa croissance. La mise en place de la 4G en Tunisie sera effectuée d'ici la fin de l'année 2015. Ceci permettra aux 3 opérateurs de lancer le très haut débit mobile sur ces fréquences dans les zones rurales, où le passage de la fibre optique est difficile pour des raisons de coûts. Sur ce dernier particulier, la Tunisie a obtenu l'accord de la Banque Mondiale pour un financement de 100 millions de dollars afin de migrer le réseau fixe classique vers la fibre optique et de relier de nouvelles zones à cette technologie.

La Tunisie compte sur le lancement du projet Tunisie Digitale 2018 pour réaliser un certain nombre de chantiers :

- Lancer un Cloud Virtuel National gouverné par une instance rattachée au ministère des TIC et incluant tous les acteurs: Opérateurs télécoms, Centres informatiques, ATI, secteur privé et ce pour héberger et supporter les applications et les services orientés «Citoyen».
- E-Gov: lancer tous les projets prévus par Tunisie Digitale mais aussi par le Secrétariat d'état chargé de la fonction publique tout en respectant l'interopérabilité entre les différentes applications et services .
- E-Santé: lancer une fiche projet incluant tous les nouveaux services numériques : télémédecine, radios numérique, archivage autour du Centre Informatique de la Santé Public et cela sans avoir à attendre l'étude et la mise en place du dossier médical prévue par "Tunisie Digitale 2018".
- E-Education : proposer à des constructeurs de financer l'infrastructure des écoles par région . Ces infrastructures incluraient la connexion, les tablettes et les équipements indépendamment des contenus
- E-Tourisme et E-Culture : lancement imminent de ces projets dont le travail avec le secteur privé a démarré depuis plus de trois années.

ACTIVITE ET RESULTAT DE LA SOCIETE



4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2014 s'est établi à 11,186 MTND vs. 9,156 MTND en 2013, enregistrant ainsi une hausse de 22,1%. AeTECH a atteint 97% de ses prévisions, ce qui peut être considérée comme une performance en raison du contexte difficile de l'économie nationale.

Par branche d'activité, le chiffre d'affaires est réparti comme suit :

(MTND)	2 014	2 013	Prévisions 2014	Var 2014/2013	Var 2014/Prévisions
AeTECH Solutions	3,256	2,337	5,159	39%	-36%
AeTECH Distribution	7,896	6,753	5,936	17%	33%
Business intelligence (*)	0,033	0,066	0,350	-53%	-64%
Chiffre d'Affaires Global	11,186	9,156	11,445	22%	-2%

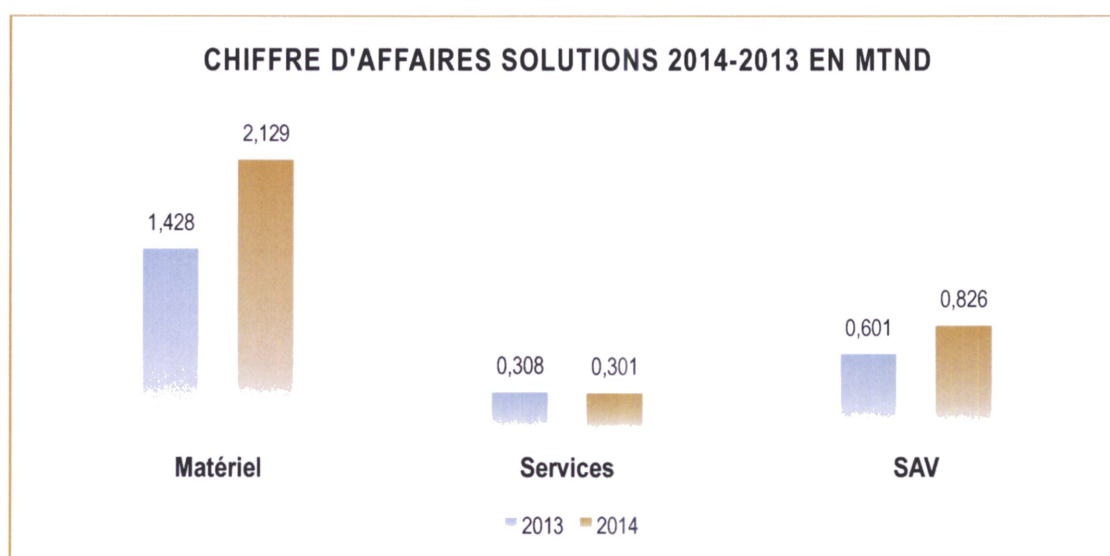
(*) la division Business Intelligence a réalisé des prestations pour AeTECH pour 17 000 TND enregistrées dans les autres produits d'exploitation

La structure du chiffre d'affaires a enregistré une montée de la construction de la branche Solution qui est passé de 25,5% en 2013 à 29,1% en 2014. Cette montée a été réalisée au détriment de la branche Distribution qui représente désormais 70,6% des revenus vs. 73,7% en 2013. Cette structure reste encore éloignée de celle voulue qui est plus équilibrée entre les deux pôles d'activités. La rareté des projets en Tunisie durant les années précédentes sont à l'origine de ce déséquilibre que la société essaye de limiter en attendant le redémarrage de l'activité.

L'activité Business Intelligence est encore à ses débuts et sa contribution aux revenus reste faible pour le moment. Sa part est appelée à augmenter significativement durant les prochaines années.

4.1.1 Chiffre d'affaires Solutions

L'évolution durant l'année 2014 des revenus de la branche solutions se présente comme suit :



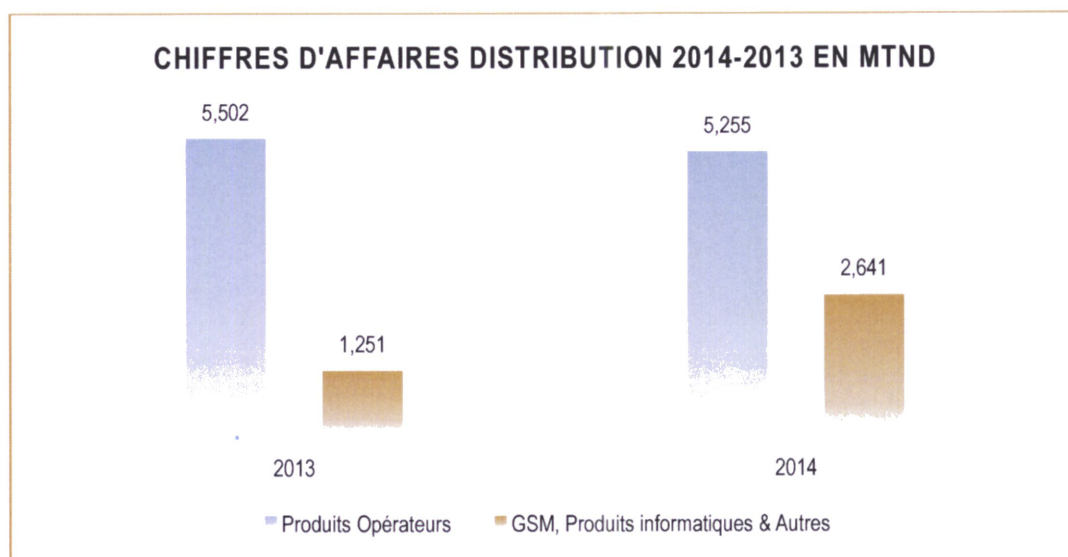
Le chiffre d'affaires de la branche Solutions a enregistré une hausse significative de 39% en 2014, boosté par le bon comportement des différents segments d'activité.

Pour l'activité Matériel, les revenus sont passés de 1,428 MTND à 2,129 MTND en 2014, soit une progression notable de 49% grâce aux segments Voix et Data.

Pour la partie Services, les revenus sont restés stables à 0,301 MTND. Les revenus SAV ont augmentés de 37% par rapport à 2013 pour s'établir à 0,826 MTND, grâce à la signature de nouveaux contrats. AeTECH accorde une grande importance à cette activité puisqu'il s'agit d'un chiffre d'affaires récurrent.

Chiffre d'affaires Distribution

L'évolution du chiffre d'affaires Distribution par produit au cours de l'année 2014 se présente comme suit :



Bien que les commissions d'activation, qui représentent 66% des revenus, aient accusé un léger recul de 4,4% à 4,130 MTND sous le poids de la baisse des marges accordées par l'opérateur Ooredoo, cela ne traduit pas les efforts d'AeTECH au niveau commercial. La société est parvenue à activer 503 185 lignes contre 504 940 lignes en 2013, et ce malgré la baisse significative de la part de marché de l'opérateur. Par ailleurs, le chiffre d'affaires des produits 3G a enregistré une augmentation de 42% par rapport à 2013.

En ce qui concerne les ventes des produits informatiques et GSM, elle continue sur sa lancée de 2013, avec une hausse de 111% à 2,641 MTND.

4.2 Marge brute

La marge brute a évolué comme suit :

(MTND)	2 014	2 013	Prévisions 2014	Var 2014/2013	Var 2014/Prévisions
Revenus d'exploitation	11,186	9,156	11,445	22,5%	-2%
Total des achats consommés	8,145	5,820	6,964	41,56%	18%
Marge brute	3,041	3,340	4,481	-10,86%	-33,56%
Taux de marge brute	27,19%	36,50%	39,00%	-10 points	-12,5 points

La marge brute a perdu de 9 points de pourcentage par rapport à 2013 pour s'établir à 27,19%. Cette baisse s'explique essentiellement par :

- La dépréciation du dinar par rapport à l'Euro et au Dollar,
- La réduction des marges de l'activité Solution sous le poids d'une concurrence de plus en plus rude dans un marché étroit en l'absence d'investissements significatifs,
- La révision à la baisse des marges du segment activation par l'opérateur Ooredoo face à la saturation du marché tunisien.

4.3 Résultats

Le résultat de l'exploitation de l'exercice 2014 est négatif (-0,798 MTND), impacté par l'augmentation des achats consommés de 40% à 8,144 MTND et des charges de personnel de 20,5% à 2,076 MTND. Par ailleurs, des provisions supplémentaires ont été constituées concernant les clients (0,414 MTND) et les stocks (0,037 MTND).

Le résultat net de 2014 s'est établi à -1,542 MTND, affecté par des pertes exceptionnelles de 0,319 MTND et les charges financières qui se sont montés à 0,465 MTND.

En MTND	2 014	2013
Résultat d'exploitation	-0,798	-0,639
Résultat net	-1,542	-0,984
Taux de marge nette	-13,7%	-10,7%

4.4 Evolution de l'activité de la société 2010 – 2014

Sur les cinq dernières années, AeTECH n'a enregistré de pertes qu'en 2013 et 2014. Cependant, son chiffre d'affaires a atteint un record en 2014. Les ventes de la société depuis 2009 s'élèvent à 45,604 MTND, créant une valeur ajoutée totale de 12,458 MTND.

Les fonds propres d'AeTECH sont passés de 1,743 MTND en 2010 à 2,900 MTND en 2014. Le total actif de la société a augmenté de 74,7% entre 2010 et 2014, passant de 6,292 MTND à 10,993 MTND.

(en TND)	2014	2013	2012	2011	2010
Chiffre d'affaires	11 185 619	9 156 368	8 550 896	8 438 375	8 272 879
Valeur Ajoutée Brute	1 951 350	2 137 878	2 534 191	2 869 519	2 965 666
Résultat net de l'Exercice	- 1 542 021	-984 182	109 454	156 613	75 888
Capitaux propres	2 900 909	4 442 930	1 927 108	1 899 654	1 743 041
Total Bilan	10 993 030	12 464 808	7 947 532	7 505 436	6 292 419
Capacité d'Autofinancement	-983 677	-69 244	431 251	796 501	862 829

A high-angle, close-up photograph of a person's hand holding a black pen over a document. The document features a pie chart with several segments. The scene is overlaid with a semi-transparent dark blue rectangle containing the text 'ACTIVITE DE PARTICIPATION'.

ACTIVITE DE PARTICIPATION

La société AeTECH détient une participation de 200 000 TND dans la société GTN (Global Télécom Networking) représentant 20% du capital. Cette participation est provisionnée à 100%.

Par ailleurs, la société détient au 31/12/2014 des participations dans quatre sociétés :

Participation	Nombre de titres	Valorisation au 31/12/2014
BT	260	2 743
UIB	200	2 950
SAH	200	2 094
ATTIJARI	150	3 585



6.1 Actionariat

6.1.1 Renseignement relatifs à la répartition du capital et des droits de vote

Au 31/12/2014, la structure de capital d'AeTECH se présente comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant en dinars	% du capital et de droits de vote
Zoubeir Chaieb	1 506 549	1 506 549	67,76%
Public	372 739	372 739	16,75%
DB PC DUET MENA	209 801	209 801	9,44%
STB SICAR	90 000	90 000	4,05%
Mongi Chaieb	19 965	19 965	0,90%
Dorra Chaieb	11 040	11 040	0,50%
Sahar Chaieb	11 040	11 040	0,50%
Jamel Chaieb	1 100	1 100	0,05%
Hamed Chaieb	1 100	1 100	0,05%
TOTAL	2 223 534	2 223 534	100,00%

6.1.2 Information sur les conditions d'accès à l'assemblée générale

Les titulaires d'actions libérées des versements exigibles peuvent assister à l'Assemblée Générale sur justification de leur identité ou s'y faire représenter par un autre actionnaire.

Toutefois, les sociétés sont valablement représentées, soit par un de leurs gérants ou par un membre de leur Conseil d'Administration, soit par un mandataire muni d'un pouvoir régulier, sans qu'il soit nécessaire que le gérant, le membre du Conseil ou le mandataire soient personnellement actionnaires.

6.2 Organes d'administration et de direction

AeTECH est administrée par un Conseil composé des membres suivants :

Administrateur	Représenté par	Mandat
Mr Zoubeir CHAIEB	Lui-même	2013 – 2015
Mr. Mongi CHAIEB	Lui-même	2013 – 2015
Mr. Jamel CHAIEB	Lui-même	2013 – 2015
STB SICAR	Mr. Mohamed FRIQUI	2013 – 2015
Mme. Hager MASMOUDI	Elle-même	2013 – 2015
Public	Mr. Walid BEN RHOUMA	2013 – 2015

6.3 Règles applicables à la nomination et remplacement des membres du Conseil d'Administration

Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

La qualité d'actionnaire n'est pas requise pour être membre du Conseil d'Administration. Un salarié de la société peut avoir la qualité d'administrateur.

Ne peuvent être administrateurs les personnes déchues du droit d'administrer ou de gérer une société. Un administrateur doit être doté de la personnalité civile.

Les membres du conseil d'administration peuvent être des personnes physiques ou morales.

Une personne physique ne peut être simultanément membre du conseil d'administration de plus de huit sociétés anonymes ayant leur siège social en Tunisie.

Une personne morale est tenue de nommer un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que si elle était administrateur en son nom propre sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée de 3 ans, qui se termine par la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui délibérera sur les comptes de l'exercice de l'achèvement du mandat de l'administrateur.

Le renouvellement de cette nomination est possible.

Les membres du Conseil d'Administration peuvent être révoqués à tout moment par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire conformément à la législation en vigueur en matière des sociétés commerciales.

6.4 Fonctions des membres du Conseil d'administration

Les fonctions de chaque membre au sein du Conseil sont présentées dans le tableau suivant :

Administrateur	Fonction au sein de la société
Mr Zoubeir CHAIEB	Président Directeur Général
Mr. Mongi CHAIEB	Administrateur
Mr. Jamel CHAIEB	Administrateur
Mr. STB SICAR	Administrateur
Mme. Hager MASMOUDI	Administrateur
Mr. Walid BEN RHOUMA	Administrateur

6.5 Rôles des comités spéciaux

Outre le Conseil d'Administration, AeTECH est dotée de 3 comités spéciaux :

- **Le comité de direction** : qui définit la stratégie de l'entreprise et prend les décisions importantes
- **Le comité de qualité** : qui veille au respect de la qualité et du process de Système Management Qualité. La société Ae TECH est certifiée ISO 9001-2008 et la reconduction a été obtenue le 30 Avril 2013.
- **Le comité d'innovation** : dont la mission est la mise en place d'un SMI Système de Management de l'Innovation capable de gérer les idées innovantes jusqu'à la mise en place effective au sein d'AeTECH.

6.6 Affectation des résultats

6.6.1 Dispositions statutaires concernant l'affectation du résultat

Selon les statuts de la société, il sera prélevé, obligatoirement, chaque année au titre d'une réserve légale de 5% des bénéfices nets après déduction des déficits reportés. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserves légales et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au résultat reporté, en totalité ou en partie.

Elle peut limiter le blocage ou l'utilisation des bénéfices inscrits dans les comptes.

Elle peut, aussi les utiliser pour investir aux seins de la société.

Les sommes distribuables sont constituées par les bénéfices et les réserves diminuées le cas échéant des montants constitués pour les reports à nouveau ou pour des réserves.

Affectation des bénéfices : Après l'approbation des états financiers et l'assurance de l'existence de sommes disponibles pour distribution, l'assemblée fixe la part destinée aux actionnaires en termes de dividendes.

Toute distribution de dividendes en contradiction avec les conditions instituées par les présents statuts est considérée comme distribution de dividendes fictifs.

Aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires si les capitaux propres de la société, sont ou deviendraient à la suite de la distribution des bénéfices inférieures au montant du capital, majorés des réserves que la loi ou les statuts interdisent leur distribution.

Attribution des parts des actions : L'assemblée décide la manière de distribution effective des dividendes et en cas d'absence, c'est le conseil d'administration qui la fixe. Toutefois cette distribution doit se réaliser dans un délai qui ne peut excéder une année à partir de la date de l'assemblée qui l'a décidé.

Le solde est affecté à titre de dividendes distribuables.

La société s'engage à conformer l'article 39 de ses statuts aux dispositions des articles 287 et 206 du Code des Sociétés Commerciales et 17 de la loi 94-17 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du Marché Financier.

Les Pertes : Les pertes s'il en existe seront enregistrées, après approbation des états financiers par l'assemblée, dans le compte pertes reportées ou résorbées par les réserves qui existent. Les pertes inscrites aux comptes de pertes reportées seront déduites des bénéfices futurs en priorité jusqu'à leur résorption totale.

Lorsque les fonds propres de la société se trouvent inférieurs à la moitié de son capital social, le conseil d'administration est tenu de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires pour décider l'augmentation du capital et la continuation de l'activité ou la dissolution de la société ou la réduction du capital par résorption des pertes et son augmentation immédiate d'un montant qui permet la continuation de la société.

Dans tous les cas la décision de l'assemblée doit être à cet effet publiée.

6.6.2 Le tableau d'évolution des capitaux propres

	Capital Social	Réserves légales	Résultats reportés	Prime d'émission	Résultat de l'exercice	Total
Total des capitaux propres au 31/12/2010	1 640 000	3 538	23 615		75 888	1 743 041
Affectation de l'AGO 2010		99 503	-23 615		-75 888	0
Résultat au 31/12/2011					156 613	156 613
Total des capitaux propres au 31/12/2011	1 640 000	103 041	0		156 613	1 899 654
Affectation AGE du 20/06/2012		60 959	95 654		-156 613	0
Dividendes distribués sur le bénéfice 2011			-82 000			
Résultat au 31/12/2012						
Total des capitaux propres au 31/12/2012	1 640 000	164 000	13 654		109 454	1 927 108
Affectation AGO du 05/06/2013			109 454		- 109 454	-
Augmentation de capital (AGE du 03/01/2013)	583 334			2 916 670		3 500 004
Résultat de l'exercice au 31/12/2013					- 984 182	- 984 182
Total des capitaux propres au 31/12/2013 avant affectation des résultats	2 223 334	164 000	123 108	2 916 670	- 984 182	4 442 930
Affectation AGO du 12/06/2013			-984 182			
Résultat de l'exercice au 31/12/2014					-1 542 021	
Total des capitaux propres au 31/12/2014 avant affectation des résultats	2 223 334	164 000	-861 074	2 916 670	-1 542 021	2 900 909

6.7 Contrôle des comptes

Dénomination/Raison sociale	BUSINESS & FINANCIAL CONSULTING
Représentant légal	M. Amine ABDERAHMAN.
Adresse	24 RUE ABDELAZIZ THAALBI EL MENZAH9 1002 TUNIS
Numéro de Téléphone	+216 71875485
Numéro de Fax	+216 71875851
Adresse électronique	amine.abderahmen@gnet.tn



POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES

6.7 Ressources humaines

AeTECH mène une politique de ressources humaines active. La société veille à assurer une cohérence des ressources disponibles tout en adoptant le coût de fonctionnement. La gestion des ressources humaines vise principalement à :

- Augmenter l'attractivité de la société afin d'attirer et de fidéliser les talents,
- Reconnaître et valoriser la diversité et le dynamisme des collaborateurs,
- Accompagner le développement et l'évolution des différents métiers de la société,
- Favoriser la cohésion par le partage de valeurs communes,
- Mettre l'accent sur le management et le développement personnel,
- Stimuler la transversalité, les synergies et la mutualisation des pratiques et des savoir-faire entre les différentes Direction et Services.

6.8 Effectif

Le personnel a évolué entre 2013 et 2014 comme suit :

Catégorie	31/12/14	31/12/2013
Cadres	35	38
Maitrise	34	31
Exécution	10	12
TOTAL	79	81

Le taux d'encadrement est passé de 47% fin 2013 à 44% fin 2014, sans que cela n'affecte la qualité des services offerts par la société. Aletsch compte aujourd'hui parmi son effectif des cadres de très haut niveau, aussi bien au niveau des équipes commerciales et managériales, et qui offrent une grande valeur ajoutée pour la société. D'ailleurs, l'impact a été ressenti au niveau de la masse salariale.

6.9 Politique d'intéressement

Aletsch octroie à ses employés une prime d'intéressement complémentaire au salaire. Cette prime est attribuée suite à la réalisation d'objectifs commerciaux notamment en termes de chiffres d'affaires.

Cette prime se décline sur deux parties : une première prime pour la réalisation d'objectifs quantitatifs et qui varie selon la réalisation des objectifs en termes de chiffre d'affaires. Une seconde partie ayant un caractère plus qualitatif, et qui est octroyée aux employés ayant réalisé au minimum 70% de leur objectifs quantitatifs, tout en ayant accompli certaines tâches visant à améliorer la productivité et la gestion au sein de l'entreprise telles que des tâches de suivi et de reporting régulier.

Le montant de l'intéressement octroyé en 2014 s'élève à 162 413 TND.

6.10 Politique de formation

Soucieuse de perfectionner les compétences et d'améliorer la productivité de son personnel, AeTECH a poursuivi courant 2014 sa politique de formation répondant à la fois aux besoins des collaborateurs et leurs perspectives de carrières.

Les actions de formation engagées découlent :

- D'un plan de formation défini et élaboré en amont par la Direction Générale qui prévoit des cycles de formations axés sur des thèmes adaptés,
- Des demandes individuelles de formation qui sont étudiées par la Direction de la société.

Au courant de l'exercice 2013, 27 actions de formation ont été réalisées. Les dépenses liées à la formation se sont élevées à 73 766 TND.



TITRE
EN BOURSE

Durant l'année 2013, le cours de l'action AeTECH a perdu 4,2% par rapport à son cours d'introduction au mois d'Avril 2013. Les facteurs moteurs de cette baisse ont été les évènements extraordinaires, que le pays a vécus, et qui ont engendré une baisse générale de l'activité du secteur.

Sur le plan des échanges, le volume des transactions du titre AeTECH a atteint 6MDT avec 885 904 titres échangés, soit un taux de rotation de 39,8%.

	2013
Nombre de titres admis	2 223 334
Cours fin de période (TND)	2,820
Capitalisation boursière (TND)	6 269 801
Cours plus haut (TND)	5,990
Cours plus bas (TND)	2,600
Capitaux échangés (TND)	213 915
Volume moyen quotidien (TND)	1 009
Rendement de la période	-48,7%

